

TONDA Jean
05470.- AIGUILLES

Aiguilles, 26 juillet 2018

**LETTRE OUVERTE D'UN ENFANT DU PAYS, A TOUS LES HABITANTS,
AUX ACTEURS ECONOMIQUES, AINSI QU'A TOUS
LES AMOUREUX DU QUEYRAS (ET ILS SONT TRES NOMBREUX)**

Analyse et propositions pour sortir du « tunnel » et en rendre possible sa réalisation si une volonté existe.

Je me suis longtemps posé la question de savoir s'il fallait se taire ou s'il était opportun d'intervenir de façon déterminée dans le débat qui agite le microcosme local au sujet du glissement dit « DU PAS DE L'OURS »
Ne rien dire eut été pour moi, faire offense à mes valeurs

Cet aléa climatique, bien au-delà de quelques individus, aura, si l'on n'en prend pas la mesure, des conséquences néfastes pour plusieurs générations.

Je pensais naïvement que les édiles politiques locaux s'emploieraient à mobiliser leur population avec des convictions plus affirmées, pour défendre bec et ongles, le futur de leurs villages (manifestation populaire devant la préfecture, incitation à la désobéissance par un refus collectif de verser toute forme d'impôt)

Je n'ai quant à moi jamais pu me retrouver en osmose avec la gestion **anxiogène** qui était faite par les autorités diverses, du « Pas de l'Ours » (tsunami, vague d'immersion de plusieurs dizaines de mètres, plan d'évacuation de grande envergure, pèlerinages réguliers etc..... etc...), les grandes messes successives, où de grands prêtres viennent en délégations, prêcher la bonne parole et nous expliquer ce dont nous devrions nous passer dans l'avenir ; l'auditoire composé quant à lui de 2/3 de fonctionnaires ou assimilés, n'habitant plus, pour la plupart, dans le Queyras, pour des raisons diverses.

Il est, bien évidemment, plus facile de donner des conseils de l'extérieur, sans avoir à en subir les inconvénients.....!!

.../...

Les grandes messes n'ont , à mon sens, apporté que bien peu de réponse de fond ; elles ont servi de soporifiques, habilement distillées, afin d'anesthésier les populations .

Si j'ai partagé entièrement l'idée d'être « Charlie », il n'en est pas de même pour celle d'être « Ours » et encore bien moins celle qui consisterait à devenir « Bisounours ».

Comment en effet croire, qu'à part quelques spécialistes, des gens vont partir de Paris ou d'ailleurs, pour venir, tout exprès, admirer : une coulée de boue et des blocs de roche qui s'éboulent.

Les gens viennent au Queyras, depuis très longtemps, pour ses paysages magnifiques, (St-Véran, les Lacs Malrif, Valpréveyre, le Sommet Bucher, le Col de l'Izoard, le Bois des Amoureux, le Pain de Sucre et bien d'autres sites) dont la beauté est unanimement reconnue.

Soit dit, en passant, même si je ne crois pas à tout cet écran de fumée, je respecte très sincèrement toutes les personnes qui s'emploient à servir l'intérêt de la collectivité publique.

Toutes ces palabres se sont finalement soldées par la décision de créer une route sur le versant nord, qui posera des problèmes ad vitam aeternam, surtout en hiver.

Les anciens n'avaient, quant à eux, jamais retenu cette option, connaissant parfaitement la qualité plus que médiocre du terrain, côté Ubac; Cette réalisation aura un coût qui dépassera très largement les prévisions actuelles les plus optimistes.

Il est fort probable, comme j'ai pu le dire à la dernière grande messe, que, dès l'automne prochain, après les premiers gels, nous soyons **contraints** de rétablir une circulation sur la route fermée, en prévision de difficultés majeures en cas de chute de neige importante.

L'option « TUNNEL » semble avoir été écartée très vite ; c'est pourtant la seule qui respecte le futur du Haut Guil.

On nous a dit : »trop coûteux » ; les différents scénarii de réalisation pour le tunnel proposés, laissent dubitatif, quant à leur longueur.

Le tunnel de Ruvenost dans la Combe du Guil lui aussi construit pour pallier un effondrement de montagne, ne semble pas, à l'époque, avoir posé autant de question existentielle, il a été construit, et les éboulements passent aujourd'hui par dessus.

Si nous étions en Italie ou en Suisse : (la France est la 6^{ème} puissance mondiale, l'Italie n'est que 9^{ème} et la Suisse 19^{ème}), il y a belle lurette que les travaux de percement, auraient débuté.

Que dire des anciens qui, au début du siècle passé, ont choisi de percer la route des Gorges ; eux avaient bien compris les inconvénients multiples qu'il y avait à monter d'un côté pour descendre de l'autre (route de la VISTE) et finalement se retrouver sensiblement sur la même courbe de niveau.

Cette route a été taillée dans la pierre avec des moyens rudimentaires ; on a percé des tunnels, construit des ouvrages de soutènement en nombre ; en 1948, après les inondations dues là aussi, à un effondrement de grande taille, **ON N'A PAS RENONCE**, le **grand** tunnel a été édifié ; d'autres ont été percés.

Serions nous capables, aujourd'hui, d'entreprendre un tel ouvrage : cela paraît peu probable. LES COMPETENCES MATERIELLES ET HUMAINES SONT POURTANT BIEN PRESENTES, seulement voilà, les tracasseries diverses, l'intervention d'une foultitude de services, l'ouverture d'un grand nombre de parapluies, voire de « parasols », le manque de volonté politique visant à donner satisfaction à une poignée d'indiens, tous ces éléments ajoutés, prendraient tellement de temps, que nos petits enfants ne verraient sans doute pas la mise en circulation de la route (**début 1900 ils ont mis 6 ans**)

FAIRE LE TUNNEL, C'EST POSSIBLE

PROPOSITIONS ET CONCLUSIONS

1) Provoquer, à l'aide de tous les moyens modernes (internet, télévision, radio etc...) une prise de conscience de l'enjeu vital de cette réalisation pour le Haut Guil

2) Ouvrir immédiatement une souscription publique pour collecter des fonds (les chèques seraient réceptionnés par une mairie, sous contrôle du percepteur pour une garantie parfaite)

L'appel aux dons doit-être très largement diffusé .

ORDRE D'IDEE

Les habitants, les résidents, les amis, les commerçants, nos banques, les chaînes de magasin, dont nous sommes tous les clients, les entreprises, les communes d'ici et pourquoi pas d'ailleurs, les communautés diverses de communes, d'agglomérations, les anciens de retour en Queyras etc... etc... pourraient être contactés

les listings multiples peuvent être utilisés.

Ces exemples sont très loin d'être exhaustifs .

A nous de faire ressortir nos difficultés pour aujourd'hui mais aussi et surtout pour l'avenir.

Si nous sommes capables collectivement de faire preuve d'une solidarité sans faille
« tout est possible »

Devant un engagement unanime de la population, le département, la région et l'état nous apporteront un soutien déterminant.

Oublions les mauvais exemples et les souvenirs douloureux

(fermeture de la station de ski d'Aiguilles où nombre de communes avaient pensé pouvoir s'engraisser en mangeant la dépouille d'une autre).

Le Queyras est une **entité** qui, si elle veut survivre se doit d'être « unie et solidaire »,

car en effet, qui peut préjuger de ce que nous réservent les prochaines décennies ; les acquits d'aujourd'hui pourront demain être remis en question ; les habitudes et le monde changent ; le temps peut rattraper très vite les candidats à l'égoïsme.

L'heure n'est plus à la polémique stérile ; chacun se doit de serrer les rangs ; des convictions solides sont souvent indispensables pour accompagner son destin.

Dire **trop tard est souvent une mauvaise excuse.**

Quelle que soit la solution définitivement retenue, compte tenu de mon âge déjà avancé, je saurai m'en satisfaire.

Cependant, dès l'ouverture officielle d'une souscription publique, je verserai immédiatement 500 euros au pot commun ; par la voix de son directeur, l'Ecole du Ski Français d'Abries me fait savoir qu'elle sera solidaire pour l'ensemble de son effectif.

Jean TONDA

copie à :

Monsieur le Président de la République

Madame la Préfète des Hautes-Alpes

Monsieur le Sous-Préfet des Hautes-Alpes

Mmes et Mrs les députés des Hautes-Alpes

Mrs les Présidents des Chambres d'Agriculture et de Commerce

Mrs les Maires du QUEYRAS

Monsieur le Directeur de la D.D.T

Monsieur le Président du Conseil Général des Hautes-Alpes

Monsieur le Maire de Briançon

Monsieur le Ministre en charge des collectivités territoriales